



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert),
L2125-1 1°, R2162-1 à R2161-6, R2162-7 et R2161-9 (Accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achat mutualisée – Secteur Travaux**

En qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique

Maître d'ouvrage :

Centre hospitalier Bretagne Atlantique

Objet du marché public :

**MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DE SITE DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT
DU SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER ET ARCHITECTURAL
SUR LE SITE DE VANNES**

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS.....	5
CHAPITRE 1. L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT	6
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3. CATEGORIE D'OUVRAGES.....	6
ARTICLE 4. PROCEDURE DE PASSATION	6
ARTICLE 5. TYPE DE MARCHE PUBLIC.....	6
ARTICLE 6. NON-EXCLUSIVITE	7
ARTICLE 7. DECOMPOSITION	8
ARTICLE 8. OPTIONS	8
ARTICLE 9. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 10. LIEU D'EXECUTION	8
ARTICLE 11. DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
ARTICLE 12. PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
12.1. Prix plafonds.....	9
12.2. Révision des prix plafonds	10
ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE	10
13.1. A l'initiative du Maître d'ouvrage	11
13.2. A l'initiative du Titulaire.....	11
ARTICLE 14. AUTRES MODALITES GENERALES D'EXECUTION	11
14.1. Notification.....	11
14.2. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	12
14.2.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	12
14.2.2. Protection de l'environnement	12
14.3. Régularité de la situation du Titulaire	12
14.3.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire.....	12
14.3.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées	14
ARTICLE 15. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	14
15.1. Généralités	14
15.2. Faute du Titulaire de l'accord-cadre.....	15
CHAPITRE 2. LES MARCHES SUBSEQUENTS.....	16
ARTICLE 16. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	16
16.1. Dossier de consultation des marchés subséquents	16
16.2. Délais de consultation et conditions de remise de l'offre	16
16.3. Modalités d'analyse de l'offre	17
16.4. Attribution et notification du marché subséquent	17
ARTICLE 17. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	18
ARTICLE 18. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	18
ARTICLE 19. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	18
19.1. Documents contractuels.....	18
19.2. Dispositions diverses.....	19
ARTICLE 20. CONSTATION DE L'EXECUTION	19
20.1. Opérations de vérification.....	19
20.2. Délais de décision du Maître d'ouvrage	20
20.3. Conséquences	20
ARTICLE 21. PRIX	20
21.1. Type de prix.....	20
21.2. Contenu et caractère du forfait de rémunération.....	21
21.3. Forme du prix des marchés subséquents	22
ARTICLE 22. MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS	23
22.1. Mode de règlement	23
22.2. Présentation des demandes de paiement.....	23
22.3. Avance	23
22.4. Acompte	24

22.4.1.	Modalités d'établissement des acomptes par élément de mission ou mission	24
22.4.2.	Montant de l'acompte	24
22.5.	Solde	25
22.5.1.	Décompte final.....	25
22.5.2.	Décompte général - État du solde	25
22.6.	Délai de paiement	26
22.7.	Suspension du délai de paiement	26
22.8.	Intérêts moratoires	27
ARTICLE 23.	CLAUDE DE REEXAMEN DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	27
23.1.	A l'initiative du Pouvoir Adjudicateur	27
23.1.1.	Forfait définitif de rémunération en phase APD.....	27
23.1.2.	Rémunération complémentaire en phase PRO, ACT et exécution des travaux.....	28
23.1.3.	Hypothèses n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire	28
23.2.	A l'initiative du Titulaire.....	28
ARTICLE 24.	PENALITES.....	29
24.1.	Pénalités de retard	29
24.2.	Pénalités au cours des études	30
24.3.	Pénalités au cours des travaux	30
24.3.1.	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	30
24.3.2.	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	31
24.3.3.	Instruction des mémoires en réclamation.....	31
24.3.4.	Opérations préalables à la réception.....	31
24.3.5.	Comptes rendus de réunions de chantier.....	32
24.3.6.	Vérification des déclarations de sous-traitance	32
24.3.7.	Respect des réglementations relatives à la Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	32
24.3.8.	Non-Respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique	33
24.3.9.	Non-respect des délais d'exécution des travaux	33
24.3.10.	Non-Respect de la qualité	33
24.4.	Autres pénalités applicables.....	33
24.4.1.	Absence aux réunions.....	33
24.4.2.	Non-respect des clauses de confidentialité	33
24.4.3.	Non-respect des clauses de protection des données personnelles	33
24.4.4.	Non-respect des clauses de protection de l'environnement, sécurité et santé	34
ARTICLE 25.	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQUA LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX 34	
25.1.	Coût prévisionnel des travaux	34
25.2.	Conditions économiques d'établissement	35
25.3.	Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	35
25.4.	Seuil de tolérance.....	35
25.5.	Coût de référence des travaux	35
25.6.	Mesures conservatoires	36
ARTICLE 26.	EXECUTION DES LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX 37	
26.1.	Coût de réalisation des travaux.....	37
26.2.	Conditions économiques d'établissement	37
26.3.	Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	37
26.4.	Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	37
26.5.	Comparaison entre réalité et seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux	37
26.6.	Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance.....	38
26.7.	Mesures conservatoires	38
26.8.	Ordres de services	38
ARTICLE 27.	AUTRES MODALITES D'EXECUTION.....	39
27.1.	Conduite des prestations.....	39
27.2.	Présence du Titulaire	40
27.3.	Obligation de conseil	40
27.4.	Notification.....	40
27.5.	Discrétion et confidentialité	40
27.6.	Protection des données à caractères personnel	40
27.6.1.	Description du traitement.....	40
27.6.2.	Obligation du sous-traitant.....	41

27.6.3.	<i>Droits des personnes</i>	41
27.6.4.	<i>Violation des données à caractère personnel</i>	42
27.6.5.	<i>Fin du contrat</i>	42
27.6.6.	<i>Clause de réexamen</i>	42
27.7.	<i>Interventions en site occupé</i>	42
27.8.	<i>Assurances</i>	42
27.9.	<i>Sous-traitance</i>	43
27.10.	<i>Arrêt des prestations en cours d'exécution</i>	45
ARTICLE 28.	LITIGES	46
28.1.	<i>Résiliation du marché subséquent</i>	46
28.1.1.	<i>Résiliation du fait de l'Etablissement</i>	46
28.1.2.	<i>Résiliation aux torts du Titulaire</i>	46
28.1.3.	<i>Exécution aux frais et risques du Titulaire</i>	46
28.1.4.	<i>Conséquence de la résiliation</i>	47
28.2.	<i>Langues et recours</i>	47
CHAPITRE 3.	DEROGATIONS AU CCAG/MOE	48

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1. DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour son propre compte, dénommé ci-après « *l'Etablissement* » ou « *le Maître d'ouvrage* »,

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le Titulaire* » ou « *le Maître d'œuvre* ».

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les marchés conclus sur son fondement, dits « *subséquents* », à passer pour des missions de maîtrise d'œuvre de site dans le cadre du déploiement du Schéma Directeur Immobilier et Architectural (SDIA) du site de Vannes du Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

Il est ressorti des orientations du Schéma Directeur la nécessité de mettre en place une maîtrise d'œuvre de « site » ayant pour mission principale d'apporter une vision d'ensemble sur les travaux devant être conçus et réalisés selon une logique de site et non une logique bâtiminaire, afin de traiter l'évolution globale du site et la mise en cohérence urbaine et technique des projets prévus dans le cadre du SDIA.

Ainsi, cette maîtrise d'œuvre a pour principal rôle de :

- Concevoir et coordonner les travaux de VRD et les aménagements extérieurs,
- Concevoir et coordonner les installations énergétiques primaires du site (chaud, froid, électricité),
- Proposer une mission d'accompagnement du Maître d'ouvrage dans la déclinaison des principes architecturaux et d'insertion urbaine.

ARTICLE 3. CATEGORIE D'OUVRAGES

Les ouvrages concernés par les missions de maîtrise d'œuvre appartiennent aux catégories suivantes :

Opération de construction neuve d'infrastructure
Opération de réhabilitation d'infrastructure

Chaque marché subséquent précisera la ou les catégories d'ouvrages.

ARTICLE 4. PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5. TYPE DE MARCHE PUBLIC

Il s'agit :

- D'un accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-7 et R2162-9 du Code de la commande publique,
- De services,
- Mono-attributaire,

- Conclu sans minimum en quantité ou en valeur, avec un maximum en valeur de **6 000 000,00 € HT**.

Le maximum en valeur de l'accord-cadre constitue la limite supérieure des obligations contractuelles du Titulaire.

Les caractéristiques techniques des prestations attendues figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

Rappel :

- Principe de l'accord-cadre mono-attributaire :
 - o L'accord-cadre a pour objet de sélectionner un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques, unique, qui peut se voir confier des missions dans le cadre de marchés dits « *subséquents* » au cours de sa période de validité.
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique assure l'ensemble de la procédure de passation de l'accord-cadre. Il est chargé de signer l'accord-cadre et de le notifier.
 - o L'accord-cadre fixe les principales clauses administratives et modalités de réalisation des prestations à exécuter.
- Principe des marchés subséquents :
 - o Lors de la survenance du besoin, la mission attendue est définie par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.
 - o Des pièces propres au marché subséquent sont établies et adressées au Titulaire de l'accord-cadre pour qu'il puisse établir une offre. Le contenu de l'offre attendue et les délais de réponse sont précisés en complément des dispositions de l'accord-cadre applicables.
 - o Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre sont attribués au Titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire sous réserve du respect des conditions définies au présent document et aux pièces qui lui seront adressées pour la passation du marché subséquent, et de l'acceptation de son offre. Il est rappelé que le Titulaire de l'accord-cadre ne dispose pas d'un droit d'obtention des marchés subséquents.
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est chargé de la passation des marchés subséquents (jusqu'à leur notification).
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'interlocuteur du Titulaire du marché subséquent au cours de la phase d'exécution.
 - o Les clauses administratives et modalités de réalisation spécifiques des marchés subséquents ainsi que le contenu exact des prestations demandées sont détaillés dans les pièces particulières propres à chaque marché subséquent, dans la limite des conditions générales prescrites par l'accord-cadre.

ARTICLE 6. NON-EXCLUSIVITE

L'accord-cadre est un système fermé pendant toute sa durée d'exécution : une fois l'accord-cadre conclu, aucun opérateur économique supplémentaire ne peut y adhérer. Seul le Titulaire de l'accord-cadre peut se voir attribuer des marchés subséquents en exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne dispose en revanche pas d'un droit à l'obtention des marchés subséquents. Les marchés subséquents sont attribués dans les conditions prévues à l'accord-cadre.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité d'organiser une consultation spécifique auprès d'autres opérateurs économiques lorsqu'ayant été consulté pour l'attribution d'un marché subséquent, le Titulaire de l'accord-cadre :

- Ne remet aucune offre.
- Remet une offre inacceptable, irrégulière ou inappropriée,
- Remet une offre dont la note est inférieure à 70/100.

De plus, le fait d'être Titulaire de l'accord-cadre n'implique pas pour l'opérateur économique un droit d'exclusivité concernant les prestations de même nature envisagées par l'Etablissement ; ce dernier peut décider de lancer un appel public à la concurrence pour les faire réaliser par un autre opérateur économique notamment dans le cadre d'opérations spécifiques, en raison de leur importance et/ou de leur coût, ce sans remettre en cause le présent marché public et sans droit à indemnisation pour le Titulaire du présent marché public.

ARTICLE 7. DECOMPOSITION

Prestations divisées en lots :

☐ Oui ☒ Non

Le présent marché public ne donne pas lieu à allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes ; leur dissociation rendrait techniquement difficile (étant compréhensible de ne pas allouer des études à réaliser sur le périmètre d'un site entier) et financièrement coûteuse l'exécution des prestations, notamment compte tenu de la nécessité d'une cohérence d'ensemble des études et prestations.

En effet, dans un souci de cohérence globale, de gestion des périmètres opérationnels des différents projets et de leur enchaînements mais aussi d'économie générale du Schéma Directeur Immobilier et Architectural du site de Vannes du Centre hospitalier Bretagne Atlantique, il apparaît nécessaire d'assurer une continuité dans la mission de maîtrise de œuvre de site, permettant ainsi au maître de l'ouvrage de bénéficier d'un accompagnement cohérent, ininterrompu, sans rupture de suivi, par un seul et unique groupement de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 8. OPTIONS

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles :

☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☐ Oui ☒ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions :

☐ Oui ☒ Non

Le marché public contient des clauses de réexamen :

☒ Oui ☐ Non

ARTICLE 9. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a une durée de quarante-huit (48) mois reconductibles une (1) fois, à compter du jour de sa notification au Titulaire. Cette durée correspond à la période pendant laquelle l'Etablissement est habilité à consulter le Titulaire de l'accord-cadre au titre des marchés subséquents passés sur son fondement.

La reconductibilité de l'accord cadre est justifiée, conformément à l'article L2125-1 du Code de la commande publique, par la durée globale projetée du Schéma Directeur Immobilier et Architectural du site développant des opérations et chantiers jusqu'en 2035. En effet, la mission de maîtrise d'œuvre de site a pour fonction de suivre l'évolution du site et de son aménagement (urbain et technique) depuis les premières jusqu'aux dernières opérations décrites dans le Schéma Directeur Immobilier et Architectural dans un souci de cohérence et d'économie générale des travaux.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Si des prestations sont en cours d'exécution à la date de l'expiration de l'accord-cadre, elles sont poursuivies jusqu'à leur achèvement.

Les durées prévisionnelles et délais d'exécution de chaque marché subséquent conclu sur la base de l'accord-cadre sont précisés dans les documents propres à chaque marché public.

ARTICLE 10. LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations est le site de Vannes du Centre hospitalier Bretagne Atlantique situé 20, boulevard du Général Maurice Guillaudot. Le plan masse du site est placé en annexe 2 du présent CCAP.

ARTICLE 11. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE), les documents contractuels qui régissent le présent marché public sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre, et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation ;
 - ✓ Annexe 2. Plan de masse du site de Vannes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Plan masse du site avec réseaux ;
 - ✓ Annexe 2. Plan topographie ;
 - ✓ Annexe 3. Charte BIM ;
 - ✓ Annexe 4. Schéma guide de la consolidation du SDIA du 20 février 2025 ;
 - ✓ Annexe 5. Document de synthèse de présentation du SDIA ;
- Le CCAG/MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021 ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation pour l'attribution de l'accord-cadre ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties est recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public. Les prix plafonds de l'accord-cadre sont réputés en tenir compte.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché public.

ARTICLE 12. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

12.1. Prix plafonds

Les prix de l'accord-cadre sont constitués de forfaits journaliers par type d'intervenants.

Les prix sont définis dans l'Annexe financière de l'Acte d'engagement de l'accord-cadre. Il s'agit de prix plafonds : lors de la passation des marchés subséquents, le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas proposer de prix supérieurs à ceux indiqués dans l'Annexe financière.

Les prix comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, quel que soit le niveau de l'intervenant, notamment :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration du Titulaire et d'organisation matérielle en cas de réunions de travail dans les locaux de l'Etablissement ;

- Les frais de recherches, d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'Etablissement ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie, d'envoi et de livraison des livrables attendus ;
- Les frais de conseils ou d'assistance sous toutes leurs formes, y compris l'assistance à la rédaction de courriers, de réponses ou d'actes ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire certifie que les prix proposés à l'Etablissement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle, et que ce tarif a été établi conformément à la réglementation des prix en vigueur. Il s'engage à fournir à l'Etablissement toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

La stratégie tarifaire adoptée par le Titulaire pour obtenir l'accord-cadre doit être maintenue pendant toute sa durée d'exécution.

12.2. Révision des prix plafonds

Les prix s'entendent fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

A l'issue de chaque période de douze (12) mois, ces prix sont automatiquement reconduits, sauf demande de révision de prix formulée par le Titulaire, au cours du 1^{er} mois de la période considérée, à l'adresse du Centre hospitalier Bretagne Atlantique figurant en Annexe 1 du CCAP de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du Titulaire faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie I (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

La révision prévue ci-dessus est effectuée, annuellement, par application aux prix plafonds de l'accord-cadre d'un coefficient Cn (arrondi au millième supérieur) donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io},$$

Dans laquelle :

Im : dernier index Ingénierie connu au mois m (1^{er} mois de la nouvelle période de 12 mois moins 3 mois),
Io : dernier index ingénierie connu au mois 0 (mois d'origine-mois de remise de l'offre),

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Cette révision est sans effet sur les prix des marchés subséquents notifiés antérieurement.

ARTICLE 13. CLAUSE DE REEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L2194-1 1^{er} et R2194-1 du Code de la Commande publique. Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% du maximum en valeur de l'accord-cadre.

13.1. A l'initiative du Maître d'ouvrage

- Modification d'une prestation ou intégration d'une nouvelle prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum en valeur.

13.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, nouveau Titulaire, cession d'une ou de différentes activités, acquisition d'une nouvelle activité ...), céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- La présentation d'une liste des principales fournitures fournies au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement support se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement support ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

- Modification d'une prestation ou intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché public, devenue nécessaire à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, avec modification le cas échéant du maximum en valeur.

ARTICLE 14. AUTRES MODALITES GENERALES D'EXECUTION

14.1. Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. L'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres ou celle définie par le Titulaire pour recevoir les dossiers de consultation. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/MOE, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/MOE, la notification de l'accord-cadre comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et de l'Annexe financière.

14.2. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

14.2.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement partie se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/MOE, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

14.2.2. Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement partie se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/MOE, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

14.3. Régularité de la situation du Titulaire

14.3.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 ou D822-7 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire (ou chaque membre du groupement), tous les six (6) mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution du dernier marché subséquent passé sur son fondement :

- Lorsque le Titulaire est établi en France :

- Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale

chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant au maximum de moins de six mois** (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

A noter que la période de validité de six (6) mois est calculée à partir de la date à laquelle le Titulaire est en situation régulière vis-à-vis de l'organisme de recouvrement des cotisations, telle que mentionnée dans le paragraphe « Attestation de l'Union de recouvrement ».

- Le cas échéant, un **certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries** délivré par ces mêmes caisses, **datant au maximum de moins de six mois**.
- Le cas échéant, un **certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme PRO BTP, datant au maximum de moins de six mois**.
- Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du Code du travail) :
 - Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), à jour et datant au maximum de moins de trois mois** ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Lorsque le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger (article D8222-7 du Code du travail) :
 - Dans tous les cas, les documents suivants :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations ci-dessus énumérés sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire (ou chaque membre du groupement), tous les six (6) mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution du dernier marché subséquent passé sur son fondement :

- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail ou l'attestation sur l'honneur que l'opérateur économique n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation, à jour et datant au maximum de moins de six mois.
En application de l'article D8254-2 du Code du travail, cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, outre son identité, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cocontractant établi hors de France produit également :
 - En l'absence de détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur confirmant que l'opérateur économique n'emploie aucun salarié détaché en France au titre du contrat, n'a effectué aucune déclaration de détachement auprès de l'administration française et s'engage à informer immédiatement l'Etablissement en cas de modification de cette situation ;
 - Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés (article R1263-12 du Code du travail) :
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R1263-5 et R1263-7 du Code du travail ;
 - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du dernier marché subséquent passé sur son fondement, les documents cités ci-dessus, à l'Etablissement, en recommandé avec avis de réception.

Les obligations ci-dessus définies s'appliquent également aux cotraitants et aux sous-traitants.

14.3.2. Sanctions en cas d'irrégularités constatées

En cas de non-transmission par le Titulaire des documents attendus et après mise en demeure de régulariser sa situation adressée par l'Etablissement et restée infructueuse, le Pouvoir adjudicateur résilie le présent marché, sans indemnités pour faute du Titulaire, à ses frais et risques, dans les conditions prévues au présent CCAP.

ARTICLE 15. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

15.1. Généralités

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant son expiration, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique peut résilier le présent accord-cadre, à tout moment, pour motif d'intérêt général. **Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG/MOE**, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice du Titulaire.

Conformément à l'article 34.1 du CCAG/MOE, l'Etablissement peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou les marchés subséquents, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

15.2. Faute du Titulaire de l'accord-cadre

En complément des hypothèses prévues à l'article 30 du CCAG/MOE, la résiliation immédiate de l'accord-cadre peut être prononcée sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les hypothèses où le Titulaire aurait manqué à ses obligations contractuelles ou commis une faute rendant impossible la poursuite des relations contractuelles, et notamment dans les cas suivants :

- Absence d'offre lors de la mise en concurrence en vue de l'attribution de marchés subséquents, non justifiée ou répétée ;
- Remise répétée d'offres inacceptables, irrégulières, inappropriées lors de la mise en concurrence en vue de l'attribution de marchés subséquents ;
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieures à l'offre remise lors de l'attribution de l'accord-cadre ;
- Mauvaise exécution ou inexécution fautive d'un ou plusieurs marchés subséquents par le Titulaire ;
- Inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique ;
- Non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse. ;
- Défaut de production des attestations d'assurance.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de ladite lettre.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, la résiliation est alors prononcée aux torts du Titulaire, et éventuellement à ses frais et risques, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 16. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Lors de la survenance du besoin, le Centre hospitalier Bretagne Atlantique invite le Titulaire à compléter son offre en vue de l'attribution d'un marché subséquent.

Les marchés subséquents s'entendent à prix global et forfaitaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire doit remettre impérativement une offre à chaque demande de l'Etablissement ou justifier, par écrit, en cas d'absence de réponse au maximum deux (2) jours ouvrés avant la date limite de remise de l'offre, de son impossibilité à remettre une offre.

Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du Titulaire, de moyens humains ou matériels, ou en cas de force majeure. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres opérations : il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures (recrutements, sous-traitance) pour faire face à ses engagements.

Le Titulaire reconnaît que l'absence d'offre de sa part pour un marché subséquent constitue, en termes de concurrence, un préjudice pour l'Etablissement susceptible, en cas de manquement non justifié, de donner lieu :

- A la résiliation de l'accord-cadre à son encontre, sans ouvrir droit pour le Titulaire à un quelconque versement d'indemnités,
- Et selon les conséquences observées, à une demande d'indemnisation du préjudice subi par l'Etablissement auprès du Tribunal compétent.

16.1. Dossier de consultation des marchés subséquents

Le Dossier de Consultation propre à chaque marché subséquent est transmis via la plate-forme de dématérialisation du Centre hospitalier Bretagne Atlantique, au Titulaire à (aux) l'adresse(s) électronique(s) renseignée(s) dans les documents d'offre de l'accord-cadre.

Les dossiers étant transmis à titre gratuit au Titulaire, il n'a pas à inclure cette dépense dans le calcul de sa proposition.

La lettre de consultation mentionne la date et l'heure limite de remise de l'offre ainsi que l'éventuelle date et heure de visite de site.

En effet, l'Etablissement peut décider d'organiser ou non une visite sur site en présence du Titulaire. Dans le cas où une visite est organisée, celle-ci est **obligatoire (certificat de visite à présenter dans l'offre)**.

Le Dossier de Consultation est composé a minima des documents suivants :

- Une lettre de consultation exposant les modalités de présentation et de transmission de l'offre, ainsi que les critères d'attribution ;
- Un cahier des clauses particulières portant descriptif de la mission à réaliser et valant acte d'engagement ;
- Un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Un certificat de visite, le cas échéant ;
- Toute autre précision nécessaire à l'élaboration de l'offre, le cas échéant.

16.2. Délais de consultation et conditions de remise de l'offre

▪ Délais de consultation

Les délais de consultation sont compris entre quinze (15) et trente (30) jours calendaires, en fonction de l'importance et de la complexité des prestations.

▪ Modalités de remise de l'offre

La réponse rédigée en langue française et faisant explicitement référence au marché subséquent doit parvenir au plus tard aux date et heure limites indiquées dans la lettre de consultation.

L'offre est dématérialisée et déposée sur la plate-forme de dématérialisation de l'Etablissement.

▪ Contenu de l'offre à remettre

L'offre proposée pour un marché subséquent par le Titulaire de l'accord-cadre doit se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et la lettre de consultation propre au marché subséquent.

Toute modification substantielle des termes de l'accord-cadre entraîne l'élimination de l'offre.

L'offre est constituée a minima des pièces exigées dans la lettre de consultation ; il peut s'agir des documents suivants :

- Le cahier des clauses particulières portant descriptif de la mission à réaliser et valant acte d'engagement ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le cas échéant, le certificat de visite.

Les prix fixés dans l'Annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre constituent des prix plafonds : lors des procédures de passation des marchés subséquents, le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas proposer de prix supérieurs à ceux indiqués dans l'Annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le délai de validité de l'offre est de soixante (90) jours, à compter de la date limite de remise de l'offre.

Il appartient au Titulaire de l'accord-cadre de signaler les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, le Titulaire d'un marché subséquent ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations nécessaires ou pour prétendre à des suppléments d'honoraires.

Il peut être demandé au Titulaire de préciser la teneur de son offre.

16.3. Modalités d'analyse de l'offre

L'attribution du marché subséquent au Titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire n'est pas automatique.

L'offre est analysée au regard des critères énoncés ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

CRITERES	SOUS-CRITERES	PONDERATIONS	DOCUMENTS ANALYSES
PRIX		40 points	Décomposition du prix global et forfaitaire
VALEUR TECHNIQUE	Qualité de l'équipe affectée à la mission	30 points	Cadre de réponse technique et ses annexes
	Qualité de la méthodologie décrite pour l'exécution de la mission	30 points	

Si l'offre du Titulaire n'obtient pas la note minimale de 70 / 100 points, elle est rejetée par l'Etablissement. Il est demandé au Titulaire une nouvelle offre correspondant aux attentes du Maître d'ouvrage.

16.4. Attribution et notification du marché subséquent

L'attributaire du marché subséquent accepte que les documents du marché public soient matérialisés afin de permettre la signature manuscrite du marché public sur support papier, si le Centre hospitalier Bretagne Atlantique en fait la demande.

L'attributaire reçoit une copie du cahier des clauses particulières valant acte d'engagement signé, par échange dématérialisé adressé avec accusé de réception qui emporte notification du marché public.

Le Titulaire du marché subséquent est soumis pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées aux dispositions qui suivent sous réserve des suppléments d'informations qui sont apportés par le dossier de consultation de chaque marché subséquent.

ARTICLE 17. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Si des prestations sont en cours d'exécution à la date de l'expiration de l'accord-cadre, elles sont poursuivies jusqu'à leur achèvement.

Les durées prévisionnelles et délais d'exécution de chaque marché conclu sur la base de l'accord-cadre sont précisés dans les documents propres à chaque marché, exception faite des délais définis au présent CCAP.

Le Titulaire doit s'attacher à ne pas retarder le déroulement de la prestation en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il met les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier fixé par l'Etablissement.

Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG/MOE, en cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter le délai d'exécution du fait de l'Etablissement ou d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Titulaire signale à l'Etablissement les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de huit (8) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à huit (8) jours. Il indique, par la même demande, à l'Etablissement la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG/MOE, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours pour lui notifier sa décision. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé avoir rejeté la demande du Maître d'œuvre.

ARTICLE 18. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le marché subséquent peut prendre la forme d'un marché à prix global et forfaitaire, ordinaire ou à tranches.

En cas de tranches optionnelles, l'exécution de chacune d'entre elles est subordonnée à la notification au Titulaire de la décision de l'Etablissement la ou les affermissant.

Si l'affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles n'est pas notifié au Titulaire dans le délai indiqué dans les documents contractuels du marché subséquent, l'Etablissement et le Titulaire sont, à expiration de ce délai, déliés de toute obligation pour la ou les tranches optionnelles concernées.

Le non-affermissement ou l'affermissement avec retard de la tranche optionnelle ne donne droit à aucune indemnité de dédit ou d'attente.

Le marché subséquent peut faire l'objet de prestations supplémentaires éventuelles ; celles-ci peuvent porter uniquement sur des prestations entrant dans le périmètre du présent accord-cadre. Elles sont chiffrées obligatoirement par le Titulaire.

ARTICLE 19. PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

19.1. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG/MOE), les documents contractuels qui régissent chaque marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissant (sauf mention contraire dans les documents de consultation propres à un marché subséquent) :

- l'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre, et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation ;
 - ✓ Annexe 2. Plan de masse du site de Vannes ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Plan masse du site avec réseaux ;
 - ✓ Annexe 2. Plan topographie ;
 - ✓ Annexe 3. Charte BIM ;
 - ✓ Annexe 4. Schéma guide de la consolidation du SDIA du 20 février 2025 ;
 - ✓ Annexe 5. Document de synthèse de présentation du SDIA ;
- Le cahier des clauses particulières du marché subséquent portant descriptif de la mission à réaliser et valant acte d'engagement, ainsi que ses annexes éventuelles ;
- Le CCAG/MOE approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021 ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire après contrôle et accord de l'Etablissement pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuelles prestations en supplément ou en déduction du forfait ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent accord-cadre,
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation en vue de l'attribution du marché subséquent ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent accord-cadre et/ou le marché subséquent.

En cas de contradiction entre les clauses d'un marché subséquent et les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières s'imposent, à l'exception du cas visé à l'article 19.2 ci-après.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public. Le montant forfaitaire des marchés subséquents est réputé en tenir compte.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au marchés subséquents présent marché public.

19.2. Dispositions diverses

Les documents particuliers peuvent éventuellement déroger aux termes de l'accord-cadre ; ils comportent, dans ce cas, l'indication des termes de l'accord-cadre auxquels ils dérogent.

ARTICLE 20. CONSTATION DE L'EXECUTION

20.1. Opérations de vérification

A la réception de chaque livrable, l'Etablissement procède aux vérifications qualitatives destinées à constater qu'ils sont conformes aux prescriptions prévues aux documents contractuels de l'accord-cadre et du marché subséquent, ainsi qu'à la réponse technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG/MOE, les opérations de vérification se déroulent en dehors de la présence du Titulaire.

20.2. Délais de décision du Maître d'ouvrage

La décision par le Maître de l'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents et livrables doit intervenir avant l'expiration des délais définis dans le cahier des clauses particulières du marché subséquent, exprimés en nombre de semaines calendaires.

Les délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître de l'ouvrage du document à admettre.

20.3. Conséquences

A l'issue de chaque vérification pour chacun des livrables attendus, l'Etablissement prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : l'Etablissement reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché subséquent.
- Ajournement : l'Etablissement estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le Titulaire ;
- Admission avec réfaction : l'Etablissement estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché subséquent, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, l'Etablissement prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- Rejet : l'Etablissement estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché subséquent et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Toutes les décisions de l'Etablissement sont notifiées au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

Par dérogation aux articles 21.3 et 34.1 du CCAG/MOE, l'absence de notification par l'Etablissement de sa décision n'entraîne pas la réception des prestations.

En dérogation à l'article 21 du CCAG/MOE, si aucune décision n'est notifiée au Titulaire dans le délai défini ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme reçue. Il appartient au Maître d'œuvre d'adresser au Maître d'ouvrage une mise en demeure d'avoir à prendre une décision, dans un délai qui ne peut être inférieur à 20 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, se référant expressément au présent article du CCAP. A défaut de décision notifiée par le Maître d'ouvrage dans le délai imparti par cette mise en demeure, les prestations sont réputées reçues à la date de première présentation à réception.

En cas d'ajournement, et **par dérogation à l'article 21.2.1 du CCAG/MOE**, le délai de remise des prestations modifiées est spécifié et notifié par le Maître d'Ouvrage à la Maîtrise d'Œuvre avec la décision d'ajournement. En application de l'article 21.2.2 du CCAG/MOE, le Maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le Maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

En dérogation à l'article 21 du CCAG/MOE, l'émission d'un ordre de service pour enclencher l'exécution d'un élément de mission ne vaut en aucun cas admission tacite de l'élément de mission précédent. En revanche, l'accusé de réception par le Maître d'œuvre du prononcé de l'admission du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération, peut valoir OS de démarrage de la phase suivante si cela est clairement exprimé à l'intérieur de document d'admission ou du document de compte-rendu de validation.

Le rejet peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire conformément aux stipulations de l'article 28.1.2 du présent CCAP.

Le paiement de chaque facture d'acompte est conditionné par la décision d'admission de l'Etablissement.

ARTICLE 21. PRIX

21.1. Type de prix

Les marchés subséquents sont traités à prix global et forfaitaire.

Les cadres de décomposition des prix globaux et forfaitaires sont établis par application d'un temps d'intervention aux forfaits à la journée, dont le prix maximum est fixé dans l'Annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Ce dernier est

considéré comme un prix plafond que le Titulaire s'engage à ne pas dépasser lors de la remise de l'offre pour l'attribution des marchés subséquents.

Ce prix rémunère le Titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du marché et couvre la totalité des prestations non optionnelles à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution

Seule la modification des prestations dans leur périmètre et/ou dans le contenu peut justifier la conclusion d'un avenant entre les parties (une sous-estimation de la prestation de la part du Titulaire ne saurait donner lieu à un avenant).

21.2. Contenu et caractère du forfait de rémunération

Pour chaque marché subséquent, le Titulaire est rémunéré en application du forfait de rémunération provisoire fixé au cahier des clauses particulières valant acte d'engagement, conformément aux dispositions des articles L2432-1, R2432-6 et R2432-7 du Code de la commande publique

La rémunération définitive de la Maîtrise d'œuvre est arrêtée dès que le coût prévisionnel des travaux est arrêté par le Maître d'Ouvrage conformément aux dispositions de l'article 25.1 du présent CCAP.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études correspondant au mois de remise de l'offre du marché subséquent concerné.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même opération. Il couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le Titulaire est réputé connaître. Il comprend toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation (conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/MOE).

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/MOE, il est précisé que le prix du marché est complet et inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au Titulaire. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- Aux assurances ;
- Aux déplacements ;
- Aux tirages et à la diffusion des documents écrits et graphiques que le Maître d'œuvre doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions ;
- Aux achats, à la location et à la maintenance de matériels et logiciels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au Titulaire.

Le forfait comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché subséquent, et notamment les aléas suivants :

- Variations limitées du programme jusqu'à l'APD, n'impliquant que des modifications non substantielles de l'avant-projet ;
- Variations limitées de la conception demandées par le Maître d'ouvrage ou découlant de contraintes nouvelles liées au site ne mettant en cause ni l'objectif ni la complexité du projet et n'impliquant que des modifications non substantielles ;
- Prestations nécessaires à l'obtention des autorisations administratives modificatives et à l'adaptation des marchés de travaux résultant des variations limitées du programme ou du projet visées ci-dessus ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux anticipés et/ou différés ;
- Prestations nécessaires à l'exécution de travaux provisoires ;
- Procédure de passation d'un ou plusieurs marchés de travaux infructueuse ou déclarée sans suite et les conséquences qui en découlent ;
- Evolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet ;
- Prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition ;
- Aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- Prolongation de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération. En outre, il s'interdit d'accepter toute mission complémentaire pour des tiers au marché subséquent, intervenant dans la réalisation de l'opération concernée.

21.3. Forme du prix des marchés subséquents

Les prix s'entendent :

- Fermes pour les marchés subséquents dont la durée est inférieure ou égale à douze (12) mois (hors période de garantie de parfait achèvement) ;
- Révisibles à la date anniversaire de la notification du marché subséquent pour ceux dont la durée est supérieure à douze (12) mois.

Dans ce dernier cas, à l'issue de chaque période de douze (12) mois, ces prix sont automatiquement reconduits, sauf demande de révision de prix formulée par le Titulaire, au cours du 1^{er} mois de la période considérée, à l'adresse de l'Etablissement concerné.

La révision ne s'applique qu'aux prestations réalisées après la date anniversaire du marché subséquent concerné.

Le prix du marché subséquent est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du Titulaire faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie I (base 100 en 2010).

En cas de disparition de l'index de référence en cours d'exécution du marché, l'index officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'index officiel de substitution, les parties pourront substituer un index adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn (arrondi au millième supérieur) donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io},$$

dans laquelle :

Im : index ingénierie au mois connu m (mois de révision moins 3 mois),
 Io : index ingénierie connu au mois 0 (mois d'origine - mois de remise de l'offre),
 Mois m : mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Les révisions des acomptes sont effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles sont ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

Eléments de mission	Index de référence
ACT	Index du mois au cours duquel l'élément est remis complet au Maître de l'ouvrage
VISA	Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée
DET	Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée
AOR	Pour les prestations réalisées à l'issue des OPR, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents ont été remis au Maître de l'ouvrage Pour les prestations réalisées à la remise du DOE et à l'achèvement des levées de réserves, les prix sont révisés par application de l'index du mois au cours duquel les documents complets constatant l'achèvement des phases auxquelles ces parties se rapportent sont remis. Pour les prestations réalisées à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, il convient d'appliquer l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement

ARTICLE 22. MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS

22.1. Mode de règlement

Le paiement est effectué par mandat administratif et virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent.

22.2. Présentation des demandes de paiement

Les factures du Titulaire sont transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant.

Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le Maître d'ouvrage informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

22.3. Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/MOE Le taux est fixé à 5% du montant du marché TTC.

La demande d'avance est formalisée dans le cahier des clauses particulières du marché subséquent ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

Dès lors qu'une avance est demandée, l'Etablissement demande la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La garantie est libérée lorsque l'avance est remboursée.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'Etablissement dès la notification de l'acte spécial.

Une avance est versée aux sous-traitants de premier rang bénéficiaires du paiement direct qui en font la demande. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au Titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le droit à l'avance forfaitaire du sous-traitant est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci. Le montant de l'avance et ses modalités de remboursement sont identiques à celles du Titulaire du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65,00 % du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80,00 %.

22.4. Acompte

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG / MOE, les acomptes sont versés selon les dispositions propres à chaque marché subséquent, sous réserve des dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique.

22.4.1. Modalités d'établissement des acomptes par élément de mission ou mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, est déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les pourcentages de chaque élément de mission sont précisés dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les acomptes relatifs aux prestations incluses dans les éléments ou parties d'éléments de missions jusqu'en APD, sont payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant au cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si cela est justifié, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux dits éléments à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO.

La demande de paiement indique les prestations effectuées depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission et fait apparaître visiblement le montant du mois et le montant cumulé. En cas d'application de pénalités pour retard, celles-ci sont déduites de l'acompte.

La demande de paiement finale se fait par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution, à la demande de l'Etablissement.

Si les prestations ne sont pas totalement exécutées à la date de réception de la demande de paiement, la facture est soit réexpédiée, accompagnée d'un courrier, au Titulaire du marché, soit rectifiée.

22.4.2. Montant de l'acompte

En dérogation à l'article 11.5 du CCAG/MOE, le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée dans le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le Maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le Maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Le Maître d'œuvre envoie au Maître de l'ouvrage son projet de décompte périodique, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- La référence au présent article du CCAP ;
- La désignation des parties contractantes du Marché (Titulaire et Maître de l'Ouvrage) et, le cas échéant, celle des cotraitants ou sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale) ; En cas de paiement direct à un cotraitant ou un sous-traitant, il y a lieu de joindre au projet de décompte les factures émanant de ce dernier.
- Les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- L'objet succinct du marché ;
- La période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le Maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités appliquées.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au Maître d'œuvre est déterminé par le Maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus.

Le Maître de l'ouvrage envoie au Maître d'œuvre l'état d'acompte s'il modifie le projet du Maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

22.5. Solde

En dérogation de l'article 11.7 du CCAG/MOE, après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP, le Maître d'œuvre adresse au Maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un décompte final dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision d'achèvement de la mission.

22.5.1. Décompte final

Le décompte final établi par le Maître d'œuvre comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, telle que définie à l'article 25.6 du présent CCAP ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux, telle que définie à l'article 26.6 du présent CCAP ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'œuvre en application du présent marché ;
- La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

22.5.2. Décompte général - État du solde

Le Maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- Le récapitulatif du montant des acomptes arrêtés par le Maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- L'état du solde à verser au Titulaire ; ce montant étant le récapitulatif des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître de l'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du décompte final transmis par le Maître d'œuvre, **par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG/MOE**.

Si le Maître d'ouvrage ne notifie pas au Maître d'œuvre le décompte général dans les délais stipulés à l'alinéa précédent et que le Maître d'œuvre lui notifie un projet de décompte général signé, le Maître d'ouvrage notifie le décompte général au Maître d'œuvre dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de ces documents **par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG/MOE**.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG/MOE, l'absence de notification de décompte général par le Maître d'ouvrage vaut rejet du projet de décompte général.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'œuvre, qui doit être signifiée dans les trente (30) jours suivant la réception du décompte général notifié par le Maître d'ouvrage. A défaut de réponse dans le délai de trente (30) jours, et en application de l'article 11.8.4 du CCAG/MOE, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général et n'est plus fondé à le contester.

En cas de refus par le Maître d'œuvre du décompte général notifié, le Maître d'œuvre doit, dans le délai de trente (30) jours précité, remettre au Maître d'ouvrage un mémoire en réclamation explicitant les motifs de ce refus et les sommes dont il demande le règlement, accompagné des pièces justificatives. Conformément à l'article 35.3 du CCAG/MOE, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Conformément à l'article 35.5 du CCAG/MOE, le Maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de six mois à compter de la réception de la décision de rejet de sa réclamation, ou de la formation d'une décision implicite de rejet, pour porter le contentieux devant la juridiction compétente. A défaut de saisine dans ce délai, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte général.

L'acceptation, sans réserve, ouvre le droit au paiement du solde.

22.6. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché subséquent ou de la réception de la garantie à première demande par le Maître d'ouvrage le cas échéant.

22.7. Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

22.8. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 23. CLAUSE DE REEXAMEN DES MARCHES SUBSEQUENTS

En dérogation de l'article 14.1 du CCAG/MOE, le Maître d'ouvrage peut prescrire au Maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires sans consultation de ce dernier.

Ne sont pas concernés par les dispositions du présent article les modifications apportées par le Maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprécisions dans ses études, ou dans la direction des travaux, qui ne pourront donner lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération. Les modifications consécutives à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux (sous responsabilité de la Direction de Travaux de la Maîtrise d'œuvre), de même qu'un allongement des délais d'exécution des travaux pour lequel la Maîtrise d'œuvre aurait une responsabilité (retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillon, etc...), ne donneront lieu à aucune augmentation du forfait définitif.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/MOE, en cas de prestation supplémentaire, le Maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au Maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution d'un marché subséquent peut être menée en application des articles L2194-1 1 ° et R2194-1 du Code de la Commande publique. Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant. L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution de l'accord-cadre ou des marchés subséquents.

L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% du montant initial du marché subséquent.

23.1. A l'initiative du Pouvoir Adjudicateur

23.1.1. Forfait définitif de rémunération en phase APD

La rémunération provisoire d'un marché subséquent devient définitive lors de l'acceptation par le Maître de l'ouvrage des études d'avant-projet définitif et de l'engagement du Titulaire sur le coût prévisionnel définitif des travaux. En aucun cas le forfait définitif de rémunération ne résultera de l'application du taux initial au montant arrêté en phase APD.

Le nouveau taux de rémunération sera déterminé entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre selon les cas limitatifs et exhaustifs suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage ou résultant d'un changement de réglementation ;
- Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire en cours des études APS ou APD non prévue initialement.

A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.

En outre, **l'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux** ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires de la Maîtrise d'œuvre.

De même, **par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG/MOE**, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération.

Le Titulaire doit faire une proposition argumentée et justifiée par référence aux prix du marché et aux éléments de missions à accomplir pouvant être impactés.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études.

23.1.2. Rémunération complémentaire en phase PRO, ACT et exécution des travaux

Le marché de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant dans les cas suivants :

- Modifications substantielles dans le contenu ou dans le niveau de complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme décidées par le Maître d'ouvrage, ou résultant d'un changement de réglementation survenues après l'APD ;
- Rajout d'une mission de maîtrise d'œuvre supplémentaire après l'APD non prévue initialement ;
- Au stade de la consultation des entreprises, acceptation de variantes par le Maître d'ouvrage qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ;
- Tout autre cas visé dans le présent CCAP.

A programme constant, il n'est donc pas envisagé de modifier le forfait de rémunération.

23.1.3. Hypothèses n'ouvrant pas droit à rémunération complémentaire

L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires de la Maîtrise d'œuvre.

De même, **par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG/MOE**, une prolongation du délai d'exécution des travaux qui ne serait pas due à l'un des cas ci-dessus énumérés n'ouvre pas droit à un complément de rémunération.

Le Titulaire ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire :

- Pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le Maître de l'ouvrage ;
- Pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;
- Pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation concernant la sécurité contre l'incendie, mais non demandés explicitement par le Maître de l'ouvrage ;
- En cas de retard dans l'exécution des travaux, même par insuffisance des entrepreneurs ;
- En cas d'oubli ou d'erreur de la part du Titulaire dans ses études, ou dans la direction des travaux, y compris les retards dans l'exécution des travaux qui en découleraient.

23.2. A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, nouveau Titulaire, cession d'une ou de différentes activités, acquisition d'une nouvelle activité ...), céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- La présentation d'une liste des principales fournitures fournies au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement support se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement support ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

- Modification d'une prestation ou intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celle du marché subséquent, devenue nécessaire à la suite d'une évolution de la réglementation applicable.

ARTICLE 24. PENALITES

24.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG/MOE, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG/MOE, lorsque l'Etablissement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Etablissement considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Les pénalités sont déduites directement des factures présentées.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour le Maître d'ouvrage, de résilier le marché public dans les conditions définies à l'article 28.1 du présent CCAP, si le montant total des pénalités cumulés atteint 10% du montant total hors taxe du marché. En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

24.2. Pénalités au cours des études

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG/MOE, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pénalités pour retard dans la transmission des livrables et autres documents

En cas de retard dans la transmission d'un document, il peut être appliqué par jour calendaire de retard une pénalité dont le montant calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- P : Montant des pénalités
- V : Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R : Nombre de jours de retard

Un livrable ayant fait l'objet d'une décision de rejet car non conforme aux stipulations du marché subséquent est considéré comme non reçu. Ainsi, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai initial contractuel pour la remise du livrable est expiré.

- Pénalités pour retard aux réunions

En cas de retard non justifié du Titulaire à une réunion programmée à laquelle il aura été convoqué à l'initiative de l'Etablissement partie ou de son représentant, le Titulaire peut subir, sur ses créances, une pénalité dont le montant forfaitaire est égal à 40 € par quart d'heure de retard constatée.

24.3. Pénalités au cours des travaux

24.3.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le Maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via le portail CHORUS PRO.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le Maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Si les prestations ne sont pas totalement exécutées à la date de réception de la demande de paiement, il appartient au Maître d'œuvre soit de demander au Titulaire du marché une modification des avancements saisis, soit de la rectifier lui-même. Le cas échéant, le Maître d'œuvre relance l'entreprise pour qu'elle fournisse ou complète les pièces nécessaires au règlement et informe le Maître d'ouvrage, en temps utile, des raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au règlement, afin que le Maître d'ouvrage procède à la suspension du délai de paiement.

Le Maître d'œuvre veille à ce que l'état d'acompte qu'il a validé soit notifié à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. Cette transmission doit être obligatoirement opérée, conformément aux dispositions du CCAG-Travaux, dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement.

Le Maître d'œuvre doit donner la date de la demande de paiement des entreprises au Maître d'ouvrage conformément à la réglementation en vigueur. Tout manquement à l'obligation de communiquer au Maître d'ouvrage de la date fait l'objet d'une pénalité forfaitaire 50 € du seul fait du constat de ce manquement.

Le Maître d'œuvre notifie par ordre de service à l'entrepreneur l'état d'acompte mensuel dans le délai de sept (7) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire. Il transmet, dans ce même délai, au Maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant. Si ce délai n'est pas respecté, il est fait application de l'article 24.3.2 du CCAP.

Si, en cas de retard du Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage paie des intérêts moratoires aux entreprises, ce montant est déduit des acomptes du Maître d'œuvre.

Dans le cas où le Maître d'œuvre a transmis un décompte mensuel erroné ou ne comprenant pas l'ensemble des pièces nécessaires au règlement, le projet de décompte est rectifié par le Maître d'œuvre sous deux (2) jours ouvrés à la demande du Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre peut encourir une pénalité calculée selon les modalités décrites à l'article 24.3.2 ci-dessus.

24.3.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par la plateforme d'échange.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le projet de décompte général.

Si le projet de décompte final remis par l'entrepreneur est incomplet ou n'est pas établi dans la forme prescrite par les pièces contractuelles, le Maître d'œuvre en avise l'entrepreneur dès sa réception et lui demande de compléter. Le Maître d'œuvre effectue alors un suivi de l'établissement du document, ainsi que les relances nécessaires.

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement ; cette date correspond à la date de notification au Maître d'œuvre bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture

Le Maître d'œuvre adresse le décompte général au Maître d'Ouvrage au plus tard, à la plus tardive des deux dates suivantes :

- Quinze (15) jours calendaires après la date de l'accord sur les décomptes finaux.
- Douze (12) jours après la publication de l'index de révision du dernier mois de travaux.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, et par **dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE**, le Maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/2.000 du montant du décompte général.

Si le Maître d'œuvre n'a pas transmis au Maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le Maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'œuvre défaillant.

Dans le cas où le Maître d'œuvre a transmis un projet de décompte général erroné ou ne comprenant pas l'ensemble des pièces nécessaires au règlement, le projet de décompte est rectifié par le Maître d'œuvre sous quarante-huit (48) heures à la demande du Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre peut encourir une pénalité calculée selon les modalités décrites ci-dessus.

24.3.3. Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de quinze (15) jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

En dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG/MOE, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

24.3.4. Opérations préalables à la réception

Si le Maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé au CCAG applicable aux marchés publics de travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR est opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le Maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR est opéré.

En outre, le Maître de l'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 1.000,00 €.

Par ailleurs, si le Maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant est porté au débit du Maître d'œuvre.

Par ailleurs le délai d'établissement par le Maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCAP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du Maître d'œuvre. En cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le Maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission AOR.

Dans un délai de cinq (5) jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'œuvre fait connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au Maître d'ouvrage de prononcer la réception des travaux, et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 300,00 €.

Par ailleurs, l'attention du Maître d'œuvre est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1150 du Code Civil, il peut se voir réclamer des dommages et intérêts si sa responsabilité est reconnue dans des retards de livraison du bâtiment.

24.3.5. Comptes rendus de réunions de chantier

Il appartient au Maître d'œuvre d'établir et de diffuser à l'ensemble des intervenants à l'opération de travaux un compte-rendu des réunions de chantier.

Cette diffusion doit intervenir dans un délai de 48 heures à compter de la date de la réunion.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

24.3.6. Vérification des déclarations de sous-traitance

Au cours des travaux, le Titulaire doit procéder à la vérification des déclarations de sous-traitances établis par l'entrepreneur.

Il doit ensuite transmettre au Maître d'ouvrage ces déclarations ainsi que son analyse dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de leur réception par mail.

En cas de non-respect des dispositions susvisées, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

24.3.7. Respect des réglementations relatives à la Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/MOE, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, et d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier de ses salariés.

En cas de retard dans la production des pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et 8 du Code du Travail, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150,00 €.

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, le Maître d'œuvre s'expose à des pénalités dont le montant est fixé à 5 000,00 € par manquement ou à la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire sur mise en demeure.

24.3.8. Non-Respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique

Si les observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou du contrôleur technique ne sont pas suivies d'effet dans un délai de quinze (15) jours ou dans le délai prescrit par ce dernier ou en cas d'urgence immédiatement, le retard constaté est assimilable à un retard d'exécution et est sanctionné d'une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour calendaire de retard et sans mise en demeure.

24.3.9. Non-respect des délais d'exécution des travaux

En cas de retard d'exécution du fait reconnu du Maître d'œuvre, excédant une franchise de quinze (15) jours ouvrables, une pénalité est appliquée sur les créances du Maître d'œuvre.

Cette pénalité, par jour calendaire de dépassement, comptée dès le premier jour de retard, est égale à :

$P = 1000,00 \text{ € HT} + 1/5 \text{ 000ème du montant du forfait total de rémunération.}$

24.3.10. Non-Respect de la qualité

Pendant la conception et l'exécution des travaux, la qualité des travaux doit être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires (règles de sécurité, normes françaises, D.T.U., etc....), des spécifications techniques détaillées du marché de travaux, et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas où des matériaux relèveraient de l'application d'avis techniques délivrés par le C.S.T.B., leur mise en œuvre devra être réalisée conformément aux dits avis techniques, et aux éventuelles prescriptions complémentaires de l'Association Française des Assureurs Construction (A.F.A.C.) permettant de conclure à un RISQUE NORMAL (dernière liste publiée à la date de signature des marchés de travaux).

Dans le cas contraire, la mise en paiement des situations mensuelles d'honoraires du Maître d'œuvre est reportée, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été arrêté en concertation avec le Maître de l'ouvrage. Ce plan comporte toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité.

24.4. Autres pénalités applicables

24.4.1. Absence aux réunions

Le Maître d'ouvrage applique une pénalité forfaitaire de 150,00 € par absence non justifiée du Maître d'œuvre aux réunions prévues dans le présent CCAP ou CCTP pour mener sa mission (réunions de chantier, réunions des maîtrise, opérations de réception ou pour lesquelles une convocation lui a été adressée, etc.).

Ces pénalités s'appliquent également dans le cadre de l'Année de Garantie de Parfait Achèvement aux réunions provoquées par le Maître d'Ouvrage ou celles prévues conformément au CCTP du présent marché.

24.4.2. Non-respect des clauses de confidentialité

En cas de manquement aux obligations de confidentialité telles que prévue à l'article 5.1 du CCAG/MOE, le Titulaire encourt une pénalité de 5 000,00 € par manquement ou la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire sur mise en demeure, en application de l'article 30 du CCAG/MOE.

24.4.3. Non-respect des clauses de protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

En cas de manquement, par le Maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le Maître d'œuvre encourt une pénalité de 5 000,00 € par manquement ou la résiliation du marché pour faute en application de l'article 30 du CCAG/MOE.

24.4.4. Non-respect des clauses de protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément à l'article 7 du CCAG/MOE, le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par ailleurs les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du Maître d'œuvre dans l'exécution du marché.

En cas de manquement, par le Maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations, le Maître d'œuvre s'expose à une pénalité d'un montant de 5 000,00 € par manquement.

ARTICLE 25. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQUA LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

25.1. Coût prévisionnel des travaux

A chaque étape des études, le Maître d'œuvre doit rester dans le cadre de la part affectée aux travaux dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération fixée par le Maître de l'ouvrage.

Le Maître d'œuvre s'engage, quoi qu'il en soit, à respecter le coût prévisionnel définitif des travaux, arrêté au stade des études APD.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le Maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître de l'ouvrage au stade du Programme, augmenté du taux de tolérance visé à l'article 25.3 ci-après, le Maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après admission des études APD par le Maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'œuvre s'engage à respecter.

En cas de désaccord sur le coût, le Maître d'œuvre doit faire connaître au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception postée au plus tard huit (8) jours calendaires suivant la communication du coût prévisionnel définitif par le Maître de l'Ouvrage :

- S'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité,
- Ou s'il exécute le marché aux termes et conditions prévus en se réservant seulement de démontrer devant un juge, l'abus du Maître d'Ouvrage dans la fixation du coût prévisionnel définitif.

Faute de décision notifiée comme il est indiqué et dans le délai imparti, l'accord du Maître d'œuvre est réputé acquis.

Dès l'accord du Maître d'œuvre ou deux (2) jours après l'expiration du délai visé, le coût prévisionnel définitif se substitue au coût prévisionnel provisoire pour toutes les fins du présent marché. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

Le Maître d'œuvre s'engage à le respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 25.6 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux comprend l'ensemble des dépenses nécessaires au respect du Programme et les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage et notamment les dépenses suivantes :

- Les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, compris toutes les sujétions résultant des observations du contrôleur technique ;
- Les travaux provisoires nécessaires au maintien en fonctionnement du bâtiment actuel, pendant toute la durée du chantier.
- Les travaux d'adaptation au terrain, Voirie et Réseaux Divers ;
- Le dimensionnement des locaux et équipements techniques ;

- Les travaux résultant des obligations du Maître d'Ouvrage au regard du Code du Travail envers le Personnel chargé de l'exécution des travaux de construction notamment celles prévues à la section 7, Chapitre VIII, Titre III, Livre II du Code ;
- Le mobilier à la charge du Maître d'œuvre (précisé dans le Programme et sur les fiches de spécifications techniques annexées).

En revanche, le coût prévisionnel des travaux ne comprend pas :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) ;
- Le forfait de rémunération du Maître d'œuvre ;
- Les aléas techniques ;
- Les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un Maître ;
- Les honoraires du contrôle technique, de l'O.P.C. et du coordonnateur sécurité, et autres prestations intellectuelles dont le concours est nécessaire aux travaux ;
- Les frais de police d'assurance « Dommage – Ouvrage » et « Tout Risque Chantier » ;
- Les équipements mobiliers, sauf ceux décrits dans le Programme ;
- Les frais de publication d'annonces.

25.2. Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (M0 Études).

25.3. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Conformément à l'article 13.2 du CCAG/MOE, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance défini dans le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent.

Ce taux est réputé inclure les différentes incertitudes attachées à l'étude du projet, la dévolution des travaux et à leur exécution. Il ne prend pas en compte l'actualisation du coût des travaux, qui est gérée par référence à l'évolution des indices des marchés de travaux.

L'approbation par le Maître de l'ouvrage de l'avant-projet définitif et la fixation d'un coût prévisionnel des travaux engage le Titulaire au respect strict du seuil de tolérance, égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

25.4. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé au cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'ouvrage le lui demande.

À chaque fois qu'il estime nécessaire de modifier son projet, il lui appartient d'en proposer les orientations au Maître de l'ouvrage. Le Maître de l'ouvrage accepte ou refuse les modifications proposées. Dans ce dernier cas, le Titulaire soumet de nouvelles propositions au Maître de l'ouvrage dans un délai fixé par ce dernier.

25.5. Coût de référence des travaux

Lorsque le Maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation lancée en vue de l'attribution des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût total des travaux en valeur M0 défini à l'article 25.2 ci-avant (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » pour le Maître de l'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois M0 des offres travaux ci-dessus et au mois M0 de référence défini à l'article 25.2 du présent CCAP.

Dans le cas où le BT01 correspondant au mois M0 des offres de travaux n'est pas connu lors de l'établissement du coût de référence, l'index utilisé est calculé par extrapolation du dernier index connu et de l'index antérieur de six mois à ce dernier index.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

25.6. Mesures conservatoires

Si les résultats de la consultation relative à la dévolution des marchés de travaux font apparaître un coût de référence supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Maître de l'ouvrage peut prendre les mesures conservatoires suivantes :

- Accepter les offres des entreprises de travaux. Dans le cas où le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux définie ci-après.
- Demander au Maître d'œuvre de négocier les offres des entreprises de travaux si cela est possible et de reprendre ses études. Le Titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la décision du Maître d'ouvrage.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre doit engager une négociation avec les entreprises.

- Déclarer la consultation relative aux marchés de travaux sans suite et demander au Titulaire de reprendre ses études. Le Titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises et à des offres de travaux respectant le seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.

Le Titulaire fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours suivant la demande.

Dans le cas où le Maître de l'ouvrage accepte de modifier le programme ou le niveau de qualité prévu par le Titulaire lors de son engagement sur le coût prévisionnel, un avenant fixe un nouveau coût prévisionnel des travaux et le nouveau seuil de tolérance correspondant.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Titulaire doit établir, sans rémunération complémentaire, un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation.

Au vu des résultats obtenus à l'issue de cette deuxième consultation, le Maître de l'ouvrage prend, s'il y a lieu, les mesures conservatoires suivantes :

- Si le montant cumulé des marchés est supérieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux définie ci-après, le nouveau coût de référence étant dans ce cas calculé selon les modalités prévues à l'article précédent ;
- Si le montant cumulé des marchés est inférieur au seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux, le forfait de rémunération ne subit aucune pénalité.

La pénalité est égale 10% de la différence entre le coût de référence et le seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

La pénalité est appliquée à la diligence du Maître de l'ouvrage :

- Soit en totalité sur le décompte suivant ou ceux qui le suivent si ce décompte s'avère insuffisant ;
- Soit par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission restant à exécuter (à l'exception toutefois de l'élément de mission assistance lors des opérations de réception) et au prorata de l'importance de ceux-ci.

ARTICLE 26. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

26.1. Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

26.2. Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

26.3. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

En application de l'article 13.2 du CCAG/MOE, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance défini dans le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement du marché subséquent.

26.4. Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance défini ci-dessus.

26.5. Comparaison entre réalité et seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût constaté, déterminé par le Maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage prévu au programme, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, ordres de services, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix, ramené en valeur M0 du présent marché par l'article BT01 (cf. article 26.2).

Les modifications dans les travaux à exécuter, ou exécutés, engagées après signature des marchés de travaux, sont classées dans l'une des trois catégories suivantes, selon la cause de ladite modification :

- Modifications substantielles dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du Maître d'Ouvrage ;
- Modifications imprévisibles et qui s'impose au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- Modifications imputables au Maître d'œuvre par suite d'erreurs, d'oublis, d'incohérence dans les pièces techniques/graphiques ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) est calculée par addition des travaux supplémentaires, et éventuellement des travaux en moins, si les suppressions envisagées nécessitent une reprise importante des dossiers. Le forfait de rémunération est alors augmenté pour prendre en compte les études supplémentaires du Maître d'œuvre rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire n'est pas systématique mais doit être justifiée et est négociée.

Les modifications relevant de la catégorie b) ne donnent pas lieu automatiquement à modification du forfait de rémunération ; elles sont discutées au cas par cas et aboutissent ou non à l'établissement d'un avenant.

Seules les modifications relevant de la catégorie c) sont prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne sont pas comptabilisées dans cette incidence, les travaux qui ont par ailleurs fait l'objet d'une indemnisation du Maître de l'ouvrage par l'assurance professionnelle du Maître d'œuvre.

26.6. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté en valeur M0 (marché de travaux et modification de catégorie c) du présent marché est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 26.4, le Maître d'œuvre encourt une pénalité égale à 10 % de la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15% du montant de la rémunération du Maître d'Œuvre correspondant aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

26.7. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 26.4, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

26.8. Ordres de services

Dans le cadre de l'élément de mission DET, le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, notifiés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La carence constatée du Maître d'œuvre dans l'émission des ordres de service l'expose, **en dérogation à l'article 14 du CCAG/MOE**, à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date à laquelle l'ordre de service aurait dû être émis et celle à laquelle il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/2.000 du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le Maître d'œuvre ne peut notifier, sans accord écrit et préalable du Maître d'ouvrage, manifesté par une contresignature sur l'ordre de service, les ordres de services suivants :

- Le démarrage du chantier : délai de préparation et d'exécution ;
- L'affermissement d'une tranche optionnelle ;
- L'ordre d'arrêter les travaux au montant contractuel du marché ;
- Les modifications apportées aux dispositions contractuelles (modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux.

Certaines décisions sont indiquées comme délivrées par le représentant du Maître de l'ouvrage après proposition du Maître d'œuvre :

- La prolongation du délai d'exécution. ;
- La notification du décompte général signé.

La responsabilité du Maître d'œuvre est pleinement engagée quant à toutes conséquences de l'émission d'un ordre de service en infraction avec les stipulations du présent article, notamment quant aux conséquences onéreuses sur l'exécution des marchés publics de travaux.

Les décisions du Maître d'ouvrage sont normalement transmises au Maître d'œuvre pour les notifier aux entreprises. A l'exception de :

- La notification du marché
- L'acceptation d'un sous-traitant
- La communication du contrat de sous-traitance
- L'émission des bons de commandes
- La demande d'attestation d'assurance
- Les investigations complémentaires
- L'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi
- La décision de réceptionner ou non
- La prolongation du délai de garantie
- La décision de résilier le marché
- Les mises en demeures
- La décision d'ajournement ou d'interruption des travaux
- La gestion des litiges

Le Maître d'œuvre est chargé d'établir, et de soumettre à la signature du Maître d'Ouvrage les courriers et mises en demeure prévus aux CCAG applicable aux marchés publics de travaux (notamment à l'article 49), et CCAP Travaux, ainsi que les déclarations de sinistre nécessaires à la mise en œuvre des assurances souscrites par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation de l'opération (assurances Dommages Ouvrages, Tous Risques Chantiers...).

ARTICLE 27. AUTRES MODALITES D'EXECUTION

27.1. Conduite des prestations

Il est expressément convenu que les personnes nommément désignées dans l'offre du Titulaire comme faisant partie de l'équipe du Titulaire, participent personnellement à l'exécution des prestations objet du marché subséquent, sans préjudice de la participation d'autres personnes après accord de l'Etablissement. La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées pour en assurer la réalisation.

La réalisation des prestations par les profils décrits dans la réponse technique du Titulaire, tout au long de l'exécution du marché, est donc un élément substantiel du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE, lorsqu'il est prévu dans le marché subséquent que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE, l'absence de récusation par l'Etablissement du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent accord-cadre ou en cas de faute grave.

Les stipulations du présent article ne peuvent entraîner aucun coût supplémentaire pour l'Etablissement.

27.2. Présence du Titulaire

La présence du Titulaire aux réunions de travail en présentiel ne fait l'objet d'aucune restriction.

Il s'engage à consacrer globalement pour chaque phase de sa mission au minimum les temps indiqués dans son offre sans pouvoir tirer argument de l'épuisement de ces temps pour ne pas remplir complètement sa mission.

27.3. Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché subséquent. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché subséquent.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché subséquent.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

27.4. Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. L'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres ou à celle définie par le Titulaire pour recevoir les dossiers de consultation. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/MOE, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/MOE, la notification du marché subséquent comprend uniquement une copie du cahier des clauses particulières valant acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/MOE, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

27.5. Discretion et confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

27.6. Protection des données à caractère personnel

27.6.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du

Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché subséquent.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

27.6.2. Obligation du sous-traitant

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article 27.6.1 du présent CCAP, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction de l'Ingénierie, des Travaux et du Patrimoine, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

27.6.3. Droits des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable de traitement de l'Etablissement.

27.6.4. *Violation des données à caractère personnel*

Le sous-traitant notifie sous 36 heures maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

27.6.5. *Fin du contrat*

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

27.6.6. *Clause de réexamen*

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

27.7. *Interventions en site occupé*

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel il intervient, notamment quant à l'équilibre des patients. A cet effet, il doit prévoir un périmètre de sécurité adapté, en isolant, s'il le faut, les endroits où il travaille, afin de limiter la gêne engendrée par ses prestations.

D'une manière générale, toutes précautions doivent être prises pour assurer la protection des personnes, du mobilier ou des matériels. Le PC sécurité du site doit avoir été prévenu par le Titulaire du périmètre des interventions et de leur durée.

Les interventions du Titulaire doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

27.8. *Assurances*

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés au personnel ou aux biens de l'Etablissement, ou à des tiers, du fait de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'études, durant les travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

Le Titulaire atteste avoir souscrit, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des opérations exécutées dans le cadre des marchés subséquents.

Le Titulaire atteste que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels, les dommages concernant les matériels, les logiciels, la fourniture du service, les pertes ou endommagement de données.

Le Titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels, et immatériels causés à l'Etablissement et à tout tiers dans le cas de l'exécution du marché subséquent.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes d'assurance afin que l'Etablissement puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire, et à justifier à première demande de l'Etablissement jusqu'à la fin du marché subséquent.

A ce titre, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Etablissement une attestation d'assurance lors de la notification du marché subséquent pour la première fois ainsi qu'au début de chaque nouvelle période garantie par l'assurance, ou si la police d'assurance prévoit des modifications substantielles.

▪ Responsabilité civile

Le Titulaire doit avoir souscrit une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile doivent comporter une garantie suffisante. L'Etablissement se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

▪ Assurance de Responsabilité Décennale

Le Titulaire responsable au titre des articles 1792 et 1792-1 du Code civil, doit justifier qu'il a souscrit une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par l'Etablissement pour assurer la couverture des risques liés à une opération.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

L'attestation d'assurance décennale, doit :

- Comporter mention que la couverture des dommages de nature décennale est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des assurances ;
- Comporter le montant des garanties complémentaires des dommages immatériels et des existants ;
- Comporter la mention des missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées ;
- Mentionner la période de validité de l'assurance, cette période devant inclure la date de Déclaration d'Ouverture du Chantier à l'administration concernée.

27.9. Sous-traitance

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations faisant l'objet du marché public (montant des prestations supérieur à 600 € TTC) sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par l'Etablissement concerné.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) :

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit produire une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L2141-1, L2141-4 et L2141-5 du Code de la commande publique une **Déclaration sur l'honneur à jour et datant au maximum de moins de trois mois**.
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit **son numéro unique d'identification (SIRET)** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :
 - Un **certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA** délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur, **datant au maximum de moins de trois mois**.
 - Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant au maximum de moins de six mois** (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
A noter que la période de validité de six (6) mois est calculée à partir de la date à laquelle le candidat est en situation régulière vis-à-vis de l'organisme de recouvrement des cotisations, telle que mentionnée dans le paragraphe « Attestation de l'Union de recouvrement ».
 - Le cas échéant, un **certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries** délivré par ces mêmes caisses, **datant au maximum de moins de six mois**.
 - Le cas échéant, un **certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme PRO BTP**, **datant au maximum de moins de six mois**.
- Le sous-traitant produit en outre les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir :
 - Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)**, **à jour et datant au maximum de moins de trois mois** ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Le sous-traitant produit également en application de D8254-2 du Code du travail, la **liste nominative des salariés étrangers** employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du

travail ou l'attestation sur l'honneur que l'opérateur économique n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation, **à jour et datant au maximum de moins de six mois**. En application de l'article D8254-2 du Code du travail, cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, outre son identité, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- **Les pouvoirs de la personne physique habilitée à l'engager** (statuts de la société, extrait K-bis à jour et de moins de trois mois, délégation de signature donnée au signataire par une personne habilitée à représenter juridiquement la personne morale, ...).

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement (caution personnelle et solidaire du Titulaire principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée,
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/MOE, l'Etablissement notifie au Titulaire l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais au pouvoir adjudicateur toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes.

27.10. Arrêt des prestations en cours d'exécution

Par dérogation et en complément de l'article 27 du CCAG/MOE, l'Etablissement se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases / missions telles que définies dans les documents contractuels du marché subséquent.

Cette décision emporte résiliation du marché, sans aucune indemnité.

ARTICLE 28. LITIGES

28.1. Résiliation du marché subséquent

En cas de résiliation, il est fait application du chapitre 6 du CCAG/MOE. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

28.1.1. Résiliation du fait de l'Etablissement

Les parties conviennent que peuvent être considérées comme motif d'intérêt général justifiant la résiliation du marché subséquent si l'Etablissement le décide, des raisons de financement ou de modification de programme, sans préjudice des autres dispositions du CCAG/MOE auxquelles il n'est pas dérogé.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG/MOE, si l'Etablissement met fin à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité sur le préjudice subi. Le Titulaire a droit, en revanche, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché subséquent et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations déjà payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché subséquent.

28.1.2. Résiliation aux torts du Titulaire

En complément des cas listés à l'article 30 du CCAG/MOE, le marché subséquent peut être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- En cas de décision de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 21 du CCAG, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas d'absence de remplaçant ou de son non-agrément conformément à l'article 27.1 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable ;
- En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de sécurité des données à caractère personnel prévus à l'article 27.5 et 27.6 du présent CCAP, et ce sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R2143-11 du Code de la commande publique,
- En cas de non-respect des dispositions relatives à l'article D8222-5 et D8222-7 et 8 du Code du travail, après mise en demeure restée infructueuse.
- Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire prévu au présent CCAP.

En cas de résiliation du marché subséquent aux torts exclusifs du Titulaire, l'Etablissement concerné exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par l'Etablissement concerné durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

28.1.3. Exécution aux frais et risques du Titulaire

En dérogation et complément à l'article 21 du CCAG/MOE, l'Etablissement peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

28.1.4. Conséquence de la résiliation

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de missions réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, est liquidé conformément aux dispositions des articles du présent CCAP.

Dans le cas où la résiliation intervient avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci est alors arrêté d'un commun accord entre le Titulaire ou ses ayants droits et l'Etablissement.

La résiliation ne remet pas en cause la cession, au profit de l'Etablissement, des droits de propriété des prestations fournies par le Titulaire. Le Titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par l'Etablissement concerné durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

28.2. Langues et recours

Les correspondances, les documentations, les prestations, ainsi que les factures relatives au marché sont rédigées en français. La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public. **Par dérogation à l'article 35.2 du CCAG/MOE**, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente (30) jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 35 du CCAG/MOE, le Tribunal Administratif de Rennes est compétent pour trancher le litige.

CHAPITRE 3. DEROGATIONS AU CCAG/MOE

Il est dérogé au CCAG/MOE dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent accord-cadre, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/MOE
Ordre de priorité	11 et 19.1	4.1
Forme des notifications	14.1.et 27.4	3.1.2, 4.2.1 et 3.8.2
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	14.2.1	6.2
Protection de l'environnement	14.2.2	7.2
Résiliation pour motif d'intérêt général	15.1 et 28.1.1	29.2
Prolongation du délai d'exécution	17, 23.1.1 et 23.1.3	15.3.2, 15.3.3 et 15.3.5
Opération de vérification	20.1	20.5
Réfaction	20.3	21, 21.2.1, 21.3 et 34.1
Acomptes	22.4	11.2
Remise de la demande de paiement	22.4.2	11.5
Demande de paiement finale	22.5	11.7
Décompte général définitif	22.5.2	11.8, 11.8.2 et 11.8.5
Prestations supplémentaires ou modificatives	23 et 26.8	14.1 et 14.2
Pénalités	24	16.2.1, 16.2.2, 16.2.3 et 16.2.4
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	27.1	3.4.3
Sous-traitance	27.9	3.6.2
Résiliation	27.10 et 28.1.1	27
Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	28.1.3	21
Règlement des différends entre les parties	28.2	35.2